



## En hausse

**LE LIVRET A** - La différence entre le montant des dépôts et celui des retraits a atteint, en août, son plus haut niveau depuis sept mois, à 2,90 milliards d'euros, selon la Caisse des dépôts (CDC). Ce placement, rémunéré à 2,25 %, pourrait connaître une collecte record en 2011.



## En baisse

**LE REAL** - La devise brésilienne a plongé de 3 % face au billet vert, mercredi 21 septembre, à 1,85 real le dollar, son taux le plus bas depuis le 30 juin 2010. Le real qui avait atteint son cours le plus haut sur douze ans en juillet cumule ainsi une dévaluation de 14 % en septembre.

## Les cours du jour (22/09/11, 09h51)

EURO	1 euro	1,3710 dollar (achat)
OR	Once d'or	1793,00 dollars
PÉTROLE	Light sweet crude	84,17 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	2,521 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	1,770 (à dix ans)

## La crise financière

# Troisième plan d'austérité en quinze mois en Grèce

Depuis un an, le gouvernement socialiste de Georges Papandréou ne tient plus ses promesses de réformes

Athènes  
Correspondance

Pour la troisième fois en quinze mois, le gouvernement grec a annoncé, mercredi 21 septembre, des mesures d'austérité sous la pression de ses bailleurs de fonds : la Commission européenne, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque centrale européenne (BCE), désormais tous plus connus sous le surnom de « troïka ».

Les mesures sont sévères et touchent l'ensemble de la population, notamment la classe moyenne. Les retraites de plus de 1200 euros par mois seront baissées et 30 000 salariés du secteur public seront mis en chômage technique avant la fin de l'année. Quant aux personnes ayant des revenus supérieurs à 5000 euros par an, elles seront soumises à l'impôt - le seuil d'exonération fiscale était de 12000 euros annuels, jusqu'en juin, date à laquelle il avait déjà été abaissé à 8000 euros.

Leur adoption intervient après un mois de tensions entre Athènes et la « troïka », qui ont mis en évidence les doutes sur la capacité du gouvernement grec à tenir ses promesses. A force d'hésitations et de tergiversations, le premier ministre Georges Papandréou a déçu ses partenaires européens.

Les premières coupes dans les salaires, les retraites et les dépenses de l'Etat ont toutefois été efficaces. Elles ont permis une réduction du déficit budgétaire de 15,5 % à 10,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2010. Mais la mise en œuvre des réformes structurelles, plus difficiles et plus sensibles, a piétiné, pour des raisons politiques, mais aussi en raison de l'inefficacité et de la complexité du système administratif grec.



Des fonctionnaires excédés brûlent leur feuille d'impôt dans les rues d'Athènes, mardi 20 septembre. THANASSIS STAVRAKIS/AFP

Pour le représentant de la « troïka » à Athènes, Bob Traa, la Grèce a commencé à sortir de sa feuille de route en matière de réformes à l'automne 2010, juste après les élections locales. Confronté à ce scrutin, M. Papandréou avait installé toutes les composantes du Parti socialiste (Pasok) au sein du gouvernement, ce qui avait provoqué des divisions importantes en conseil des ministres jusqu'en juin 2011. Il régnait de ce fait une

paralysie et une cacophonie gouvernementale qui faisait écho aux atermoiements européens face aux attaques des marchés.

En juin, le gouvernement procéda à un deuxième remaniement pour faire passer, de justesse, au Parlement son deuxième plan d'austérité - celui-ci prévoit 28 milliards d'euros d'économies sur cinq ans et une accélération des privatisations. La Grèce promettait alors d'aller de l'avant et d'agir

sans tarder. Mais quand la « troïka » revint à Athènes fin août, elle constata que rien n'avait avancé et claqua la porte.

Le dossier des privatisations cristallise l'énervement des créanciers. Le gouvernement s'était engagé à céder pour 1,7 milliard d'euros d'actifs fin septembre. Il n'a pour l'instant vendu que 10 % de l'opérateur de téléphone OTE à Deutsche Telekom, déjà actionnaire principal, pour 390 millions d'euros.

Le cas est emblématique. La privatisation d'OTE avait en réalité été initiée dès 2006 par le gouvernement conservateur de Kostas Karamanlis. Et à cette époque le parti de M. Papandréou était vivement opposé. Le Pasok avait une bonne partie de son électorat dans le secteur public, dont les effectifs avaient été gonflés par le père du premier ministre, Andréas Papandréou, qui avait dirigé la Grèce dans les années 1980.

Depuis le printemps, le premier ministre et ses ministres des finances successifs assurent toutefois que les privatisations sont une nécessité pour augmenter la compétitivité du pays. Des banques-conseils ont été recrutées, des projets identifiés, en vain. La députée Pasok Elena Panaritis, proche de M. Papandréou, met en avant les « barrières administratives », qu'il faut contourner.

### Sentiments nationalistes

Le montant des privatisations (50 milliards d'euros) et le fait qu'une bonne partie de cette somme proviendra de concessions de terrains publics heurtent les sentiments nationalistes, à fleur de peau en Grèce. Beaucoup craignent un « bradage » des biens nationaux sur fond de crise.

Lors d'une rencontre organisée, lundi, par l'hebdomadaire britannique *The Economist* à Vougliamini, dans la banlieue balnéaire de la capitale, le président de la chambre de commerce d'Athènes a interpellé M. Traa à ce sujet. Réponse du délégué du FMI : en arrivant en Grèce, il avait proposé au gouvernement de vendre les 10 % d'OTE pour, à l'époque, 740 millions d'euros. « Il ne faut pas vendre en pleine crise », lui avait-on répondu. Un an après, les 10 % d'OTE ont été cédés pour près de moitié moins.

Autre exemple : l'ouverture des professions protégées dont l'accès est très réglementé. Le gouvernement a fait passer un décret en juin qui libéralise une centaine de métiers, du pharmacien au chauffeur de taxi, en passant par les kiosques. Aujourd'hui, les modalités d'application de ce décret sont en examen dans les ministères, où les lobbies, discrets dans les couloirs et violents dans la rue, opèrent. « Il n'y a pas de volonté politique. Une partie du gouvernement passe trop de temps à chercher les moyens de retarder l'application de ces lois », tranche Angelos Tsakanitas à la Fondation pour la recherche économique.

Les chauffeurs de taxi sont en grève, jeudi à Athènes, en même temps que les transports publics. Les syndicats du pays ont quant à eux appelé à deux jours de grève générale, les 5 et 19 octobre. ■

Alain Salles

## Entre désindustrialisation et mauvaise gestion, la dette grecque a explosé

TRICHERIE sur les comptes publics, gestion « criminelle » des déficits par l'ex-gouvernement conservateur dirigé par Kostas Karamanlis et dérapages en tous genres. L'endettement de la Grèce est souvent présenté comme le résultat d'une gabegie politique qui a duré de longues années. Elle aurait commencé au moment de l'entrée du pays dans la zone euro en 2001 et justifierait la douloureuse cure d'austérité imposée aux Grecs aujourd'hui.

Aux yeux des experts, cette présentation des faits doit toutefois être nuancée. Le pays s'est certes laissé aller en rejoignant l'Union monétaire, mais sa dette de 350 milliards d'euros - soit plus d'une fois et demie son produit intérieur brut (PIB) - serait autant le fruit de sa désindustrialisation, accélérée par l'adoption de la monnaie unique, que de l'incurie du gouvernement.

Patrick Artus, chef économiste chez Natixis et professeur à Polytechnique, évoque un « phénomène naturel de convergence », qui a amené la Grèce, lorsqu'elle a rejoint la zone euro, à rattraper son retard en termes de niveau de vie par rapport à ses partenaires monétaires. Ainsi, de 1999 à 2009, selon Natixis, le coût salarial unitaire à Athènes a bondi de plus de 50 % quand celui de l'Allemagne progressait péniblement de 10 %.

Conséquence, la compétitivité du pays au sein de la zone euro

a régressé. « C'est comme si la drachme [la monnaie grecque avant l'adoption de l'euro] avait été réévaluée de 40 % », commente Paul Donovan, économiste chez UBS à Londres.

Les exportations, déjà peu toniques, ont alors ralenti. Dans le même temps, la Turquie, grâce à une livre peu chère face à l'euro, est devenue une destination de vacances « low cost », raflant à la Grèce une partie de sa clientèle de touristes.

### L'augmentation des dépenses publiques de 2006 à 2009 a fragilisé le pays avant même qu'il ne soit frappé par la crise

La combinaison de ces facteurs a entraîné un creusement du déficit de la balance extérieure de la Grèce. Selon M. Artus, le pays doit ainsi consacrer chaque année 12 % de son PIB à combler ce déséquilibre... en s'endettant.

En entrant dans la zone euro, la Grèce a ainsi mis à mal son industrie. Cette dernière ne compterait plus aujourd'hui que pour moins de 8 % dans l'emploi total.

Dans ce contexte, la mauvaise gestion des finances publiques par le gouvernement grec n'a fait qu'aggraver le problème. Selon le

rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) du mois d'août sur la Grèce, l'augmentation « dramatique » des dépenses publiques d'environ 9 % du PIB de 2006 à 2009 a fragilisé le pays avant même qu'il ne soit frappé par la crise. En cause, notamment, des entreprises publiques particulièrement mal gérées et beaucoup trop nombreuses, même si, comme le rappelle l'OCDE, la Grèce a été l'un des pays les plus actifs à privatiser entre 2000 et 2008.

En outre, les pensions de retraites accordées officiellement à partir de 65 ans sont parmi les plus généreuses. Elles octroient 96 % du montant brut du dernier salaire contre 59 % pour la moyenne des pays de l'OCDE. En 2005, les dépenses pour les pensions des retraités représentaient ainsi 11,5 % du PIB contre 7,2 % pour la moyenne de l'OCDE, souligne encore l'organisation. Et pourtant, 23 % des personnes âgées en Grèce sont pauvres contre 13 % au sein de l'OCDE. De fait, les salariés employés au noir ne touchent pas de retraites...

Or le troisième problème majeur auquel le pays est confronté est son économie souterraine. Estimée à environ 25 % du PIB, elle mine le fonctionnement de la Grèce et empêche l'Etat de collecter les impôts dans un pays où l'évasion fiscale est réputée être un sport national.

A court de recettes, plombé par les dépenses, le budget doit donc être resserré. Pour autant, peu d'économistes jugent que la souffrance imposée aux Grecs pour éponger la dette est appropriée.

Trop radical et surtout trop rapide, le plan d'austérité pourrait pro-

voquer, selon M. Artus, une récession de 6 % sur l'année, qui réduira les recettes fiscales espérées en détériorant l'économie. Si l'on poursuit dans cette direction, « les Grecs n'ont aucune chance de s'en tirer », tranche-t-il. ■

Claire Gatinois

Vos documents entrent dans une nouvelle dimension avec **NUANCE** et **RICOH**

Prenez une longueur d'avance avec **Dragon NaturallySpeaking** - solution de reconnaissance vocale

Imprimez, numérisiez et créez vos documents à la voix 3 fois plus vite \* !

\* que sur un clavier

Pour toute information solutions.ricohfrance@ricoh.fr

# Pour relancer une économie américaine atone, la Fed tente le « twist »

L'opération, inventée en 1961 quand la danse faisait fureur, doit abaisser les taux à long terme

New York  
Correspondant

La Réserve fédérale américaine (Fed) s'est décidée, mercredi 21 septembre, à danser le « twist » de nouveau. La dernière et seule fois où l'institution s'était essayée à l'exercice remonte à 1961, une époque où l'on adorait se tortiller au son de cette musique entraînante. Concrètement, il s'agit de vendre des bons du Trésor arrivant à échéance à court terme (moins de trois ans) pour racheter des obligations identiques à plus lointaine maturité (six à trente ans). Pratiquement, cela comprime les taux de long terme et injecte, de fait, plus de liquidités dans l'économie.

La banque centrale américaine espère ainsi aider à la relance d'une économie atone. Elle évoque un risque « significatif » que l'activité décline encore ainsi que « la faiblesse persistante du marché du travail ». Le comité de politique monétaire (FOMC, Federal Open Market Committee) de la Fed a donc lancé un « twist » à hauteur de 400 milliards de dollars (295 milliards d'euros), étalé jusqu'en juin 2012.

Elle aurait pu, comme elle l'a déjà fait à deux reprises depuis trois ans, acquérir des bons du Trésor dans une opération dite de quantitative easing (QE). Mais c'était s'exposer une nouvelle fois à un tollé du Parti républicain, dont une partie des représentants juge qu'il ne revient pas à la Fed, mais plutôt au gouvernement, de faire de la politique économique.

Après avoir racheté plus de 2 000 milliards de dollars de titres de dettes hypothécaires pourris afin de soulager le secteur financier, la Fed avait lancé deux plans de QE, dont le dernier s'est achevé en juin. Au total, elle a ainsi acquis pour environ 1 300 milliards de dollars de bons du Trésor.

## Les commentaires de la Fed font chuter la Bourse

Le sombre tableau de la conjoncture économique américaine dressé par le communiqué de la Réserve fédérale (Fed), mercredi 21 septembre au soir, faisait dégringoler les marchés jeudi matin. A 10 heures, le CAC 40, à Paris, abandonnait 3,17%, tandis que le DAX allemand et le Footsie londonien reculaient respectivement de 3,46% et 3,27%. Au-delà des actions prises par la Fed pour redresser l'économie, les opérateurs s'inquiétaient des termes employés par son comité de politique monétaire notamment des « risques baissiers significatifs pesant sur les perspectives économiques ». Ces propos ont refroidi le marché au moment où un indicateur, publié le même jour à Pékin, suggère que l'économie ralentit aussi en Chine.

Trois des 11 membres du FOMC ont voté contre, jugeant que la Fed n'est plus en capacité de porter secours à l'économie américaine sans mettre en péril ses fondements monétaires.

Selon le cabinet d'études Macroeconomic Advisers, cette mesure pourrait générer 0,4 point de croissance et créer 350 000 emplois, soit une réduction du chômage de... 0,23 point.

L'inefficacité du « twist » est la principale critique qu'essuie la Fed. Il vise à desserrer le crédit pour favoriser l'investissement, la consommation et relancer l'emploi. Pourquoi atteindrait-il ces objectifs alors que les taux directeurs sont à zéro et que malgré cela le crédit reste flasque ?

## Enrayer une récession

D'autant que les entreprises, assises sur des « montagnes de cash », n'empruntent pas parce qu'elles n'investissent pas. Le cas de l'immobilier est symptomatique : avec les meilleures conditions d'emprunt immobilier depuis presque vingt ans aux Etats-Unis, ni la construction ni les ventes d'appartements neufs ne reprennent. Le FOMC y fait d'ailleurs référence, en espérant que la baisse des taux d'intérêt bancaires à long terme attendue du « twist » aidera ce secteur.

L'immobilier a toujours joué, dans les phases de reprise, un rôle moteur, au-delà de son poids usuel dans la croissance américaine. Jusqu'ici, le schéma classique n'a pas fonctionné. C'est ce que montre un rapport très fouillé publié également mercredi par MacroMarkets, la société de l'économiste Robert Shiller (université de Yale), créateur de l'indice de référence Case-Shiller pour les prix de l'immobilier américain.

Non seulement cet indice a perdu 31,6% depuis son plus haut du 3<sup>e</sup> trimestre 2006, mais après avoir donné de brefs signes positifs à la charnière 2009-2010, il a recommencé de chuter sans discontinuer. Selon cette étude, les prix de l'immobilier devraient encore baisser de 2,5% en 2011 et croître au rythme très modeste de 1,1% par an jusqu'en 2015.

Dans ces conditions, la confiance en la capacité de la Fed de trouver les solutions fiables pour enrayer une rechute lourde dans la récession se dégrade, favorisant l'hostilité croissante du camp conservateur à l'institution.

Ben Bernanke, le président de la Fed, a indiqué, mercredi, disposer encore « d'une série d'outils » pour enrayer la crise. La veille, les quatre principaux élus républicains du Sénat et de la Chambre lui avaient écrit pour s'« inquiéter que toute intervention supplémentaire de la Fed n'aggrave davantage encore les problèmes de l'économie américaine ».

Sylvain Cypel

# Après Fukushima, Areva doit réviser à la baisse ses investissements nucléaires

Le « nouveau plan stratégique » concerne la mine, la fabrication du combustible et les réacteurs

Les dirigeants d'Areva le reconnaissent *mezza voce* : ils se préparent à des lendemains difficiles après l'accident de la centrale nucléaire japonaise de Fukushima, même s'ils ne sont pas condamnés à revivre l'« hiver nucléaire » qui avait suivi la catastrophe de Tchernobyl en 1986. « Fukushima nous oblige à revoir notre copie », a prévenu Luc Oursel, le nouveau président du directoire d'Areva, dans un entretien aux Echos le 14 septembre.

Il présentera au conseil de surveillance, en décembre, un « nouveau plan stratégique » révisant à la baisse le carnet de commandes (43,1 milliards d'euros) et l'évolution du chiffre d'affaires (9,1 milliards en 2010). Tous les secteurs seront touchés : mines d'uranium, production de combustible, fabrication des grands composants (chaudières, générateurs de vapeur...), retraitement-recyclage des déchets. Avec d'éventuelles réductions d'effectifs, n'a pas exclu M. Oursel.

L'effet Fukushima sera sensible sur les commandes de nouvelles centrales, dont Areva détient environ 30% du marché mondial. Un mal ? Le secteur était saisi depuis quelques années par une exubérance aussi irrationnelle qu'inquiétante : 50 pays émergents avaient saisi l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'une demande d'autorisation pour un réacteur, y compris des pays aussi pauvres et instables qu'Haiti ou le Salvador.

La crise nucléaire, doublée d'une crise économique et financière, se traduira par une sélection drastique des projets. « Nous anticipons une révision à la baisse de 30% par rapport à nos précédentes prévisions de croissance de la base installée à l'horizon 2030 », a révélé le successeur d'Anne Lauvergeon.

## Le groupe fragilisé dans ses trois secteurs-clés

► RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES 2010 PAR GRANDS SECTEURS D'ACTIVITÉS, en %



► ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ET PRÉVISIONS, en milliards d'euros



SOURCE : AREVA

Il espère – avec le soutien de la diplomatie française – que les nouvelles exigences de sûreté donneront à Areva un avantage compétitif. Lundi 19 septembre, devant la 55<sup>e</sup> conférence générale de l'AIEA, Paris a réclamé qu'on ne puisse exporter que des équipements « aux plus hauts standards de sûreté existants », à commencer par les EPR (troisième génération) d'Areva.

Les Etats-Unis illustrent les difficultés du secteur, qui datent d'avant Fukushima. « Il n'y a plus de financements pour les centrales », note Zin Smati, patron de la filiale de GDF Suez en Amérique du Nord. En 2008, Areva espérait y livrer sept EPR. Il vient certes d'être choisi pour achever la centrale de Bellefonte (Alabama), arrêtée en 1988, mais ce sera la dernière avant longtemps. Areva devrait renoncer à construire son usine de Newport News (Virginie), décidée en 2008 pour répondre à des besoins qui ne sont plus de saison.

Areva réalise 80% de son chiffre d'affaires sur les installations

en service. L'obligation faite aux exploitants de soumettre leurs centrales à des tests de résistance et le probable relèvement des normes de sûreté pourraient entraîner un surcoût de 100 à 200 millions d'euros par réacteur. Et des revenus supplémentaires.

## « Offensive allemande »

La prolongation de la durée de vie des centrales de trente à quarante ans, voire soixante ans comme aux Etats-Unis, est aussi une source de revenus : environ 500 millions d'euros par réacteur d'EDF par exemple. Le groupe d'électricité vient de choisir Areva pour la fourniture de 32 des 44 générateurs de vapeur à remplacer, une commande d'environ 1 milliard d'euros.

Le cycle du combustible (fabrication et retraitement) va aussi pâtir de ce repli du nucléaire. Areva a suspendu pour deux mois la production de deux de ses usines de conversion d'uranium, en raison de l'annulation de commandes des groupes d'électricité japonais. Quant aux projets miniers,

gourmands en capitaux alors que le prix de l'uranium est déprimé (50 dollars la livre), il subira aussi des coupes ou un rallongement des délais (Namibie, Niger, Canada, Centrafrique...).

Les dirigeants d'Areva se rassurent en constatant que la plupart des grands Etats nucléaires (France, Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne, Japon, Corée du Sud) n'ont pas renoncé à l'atome. La Chine et l'Inde maintiennent leurs programmes. Et des pays émergents frappent à la porte du « club », comme la Jordanie et la Turquie, où Areva cherche à vendre un réacteur de 1 000 MW (Atmea) développé avec Mitsubishi Heavy Industries.

Mais l'onde de choc post-Fukushima s'est propagée en Europe continentale. L'Italie a enterré le nucléaire, l'Allemagne et la Suisse ont programmé l'arrêt de leur dernier réacteur en 2022 et 2034. Et Areva s'inquiète de « l'offensive diplomatique » de Berlin qui, avec l'Autriche, fait pression sur ses voisins pour qu'ils renoncent à cette source d'énergie.

Jean-Michel Bezat

# Ericsson se fait opérateur de réseaux mobiles

L'équipementier suédois va gérer le réseau 4G de l'exploitant historique danois TDC

Stockholm  
Correspondance

Dans quelques jours, TDC, l'équivalent danois de France Télécom, va annoncer à ses clients la conversion de son réseau mobile à la technologie 4G. C'est Ericsson qui va, en partie, mettre le réseau à niveau. Et c'est aussi l'équipementier suédois qui « s'occupera de la gestion et de la maintenance de tout le réseau pour notre compte », indique Jacob Zentio Larsen, responsable de cette opération chez TDC.

Pour Ericsson, l'opération est de taille. TDC représente son premier contrat 4G. C'est, surtout, « le premier contrat » de gestion déléguée de services que le constructeur a signé avec « un opérateur historique », insiste Josephine Edwall, responsable de la communication des services gérés chez Ericsson. TDC va faire passer 200 de ses salariés sous contrat Ericsson.

« Ces opérateurs historiques n'étaient, jusque-là, pas intéressés de travailler avec nous, car la ges-

tion du réseau était le cœur de leur métier », ajoute M<sup>me</sup> Edwall. La situation a changé, avec la généralisation de l'accès Internet à haut débit, voire maintenant à très haut débit (la LTE, alias la 4G). Les téléphones intelligents, qui se multiplient, génèrent 24 fois plus de trafic informatique que les anciens appareils, les tablettes plus de 100 fois plus.

« Les attentes des clients sont tout autres et les opérateurs doivent se concentrer sur les applications proposées aux clients, plutôt que de s'occuper de leurs réseaux », explique M<sup>me</sup> Edwall. A cela s'ajoute l'exigence de réduction des coûts.

Depuis qu'il s'est lancé dans cette gestion déléguée des réseaux pour le compte d'opérateurs, Ericsson a récupéré 20 000 salariés externalisés par les opérateurs. « Cela revient à économiser 20% sur leurs coûts opérationnels, ou à améliorer d'autant la capacité de leurs réseaux, solution que choisissent les opérateurs aux Etats-Unis ou en Asie », note Valter D'Avino,

responsable de la branche services gérés d'Ericsson.

D'abord balbutiants, les contrats sont arrivés grâce aux nouveaux opérateurs, qui n'avaient pas les mêmes pudeurs que les historiques pour externaliser leurs services.

Les premiers gros contrats de gestion déléguée de réseau ont été conclus en 2005 en Italie et en Grande-Bretagne. En 2009, l'américain Sprint est devenu le premier opérateur à franchir le pas de l'externalisation de ses services d'exploitation et de maintenance.

## Affronter l'avenir

Avec cette stratégie, Ericsson espère affronter l'avenir plus sereinement. Mais l'époque où le groupe symbolisait l'actionnariat populaire en Suède paraît lointaine. Depuis la bulle Internet, des dizaines de milliers de salariés ont été licenciés, externalisés.

Ericsson a cessé de fabriquer ses téléphones mobiles en propre. Quant aux appareils fabriqués par la société commune, Sony Eric-

son, ils stagnent à 3% du marché mondial, Sony développant même des produits mobiles hors partenariat.

Pour Ericsson, cette stratégie est aussi née d'un constat douloureux. Les budgets d'investissement de ses clients, les opérateurs de réseaux, ne cessent de baisser. Avec des conséquences qui peuvent être spectaculaires.

Le 16 octobre 2007, le cours d'Ericsson avait chuté de 24% à la Bourse de Stockholm, perdant plus de 11 milliards d'euros de capitalisation, à cause de l'annonce de mauvais résultats liés au segment des réseaux.

L'activité de construction de nouveaux réseaux, où la marge est moindre, avait pris le dessus par rapport à la modernisation et à l'extension des réseaux mobiles existants, qui génèrent des marges plus importantes, mais qui tardent à venir. D'où cette nécessité pour Ericsson de suivre l'argent en montant en puissance sur la vente de services.

Olivier Tucc

# Les Débats de la Présidentielle

vendredi - 18h20 avec Matthieu Aron de France Inter, Luc Bronner du journal Le Monde

et la participation de Gilles Leclerc de Public Sénat.

A retrouver sur : franceinter.fr, publicsénat.fr et Dailymotion

